

Bruxelles, le 11.8.2015
C(2015) 5552 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 11.8.2015

**relative à la mesure individuelle en faveur de la République de Guinée à financer sur le
11^e Fonds européen de développement**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 11.8.2015

relative à la mesure individuelle en faveur de la République de Guinée à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 9,

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement², et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le programme indicatif national pour la République de Guinée pour la période 2014-2020³, dont le point 3 établit les priorités suivantes: 1) Restauration de l'autorité de l'Etat, 2) Assainissement urbain et 3) Santé. Par ailleurs, des mesures d'appui sont prévues incluant une stratégie de sortie du secteur des transports routiers, un programme d'appui à l'Ordonnateur national et une facilité technique de coopération ayant pour but d'accompagner la programmation, préparation et mise en œuvre des actions.
- (2) La mesure financée au titre du 11^e FED⁴ vise à se situer dans un contexte particulier dans lequel le pays a été confronté avec une crise sanitaire avec des répercussions graves sur la vie socio-économique. Cette mesure vise donc à aider le Gouvernement à éradiquer le virus Ebola et à promouvoir une croissance durable et inclusive.
- (3) L'action intitulée "Programme d'appui à la Consolidation de l'Etat" vise à contribuer à augmenter l'espace budgétaire du Gouvernement pour soutenir le relèvement du secteur de la santé à la suite de la crise Ebola, redynamiser la mise en œuvre des réformes des finances publiques et le système statistique et soutenir les efforts du Gouvernement pour garantir les fonctions vitales de l'État. Par ailleurs, la mesure contribuera au renforcement des fonctions statistiques de l'Etat. L'action sera mise en œuvre à travers un appui budgétaire qui sera complété par un volet d'appui institutionnel à l'Institut National de la Statistique.

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

² JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

³ Décision C(2014)9205 final du 02.12.14

⁴ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1.

- (4) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission⁵ applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.
- (5) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte au pays partenaire désigné dans la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de financement. Conformément à l'article 60, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 et de l'article 2, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que des mesures sont prises pour superviser et soutenir la mise en œuvre des tâches confiées. Ces mesures et les tâches confiées sont décrites dans l'annexe de la présente décision.
- (6) L'ordonnateur responsable peut attribuer des subventions sans appel à propositions sous réserve que les conditions applicables aux exceptions aux appels à propositions prévues à l'article 190 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 37, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323 soient remplies. Une subvention sera attribuée à l'Institut National de la Statistique qui est un Etablissement Public à caractère Administratif disposant d'un monopole de droit pour tout ce qui concerne production et diffusion des données statistiques pour l'Etat.
- (7) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicables en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (8) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité du Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne⁶.

DÉCIDE:

Article premier

Adoption de la mesure

La décision relative à la mesure individuelle d'appui en faveur de la République de Guinée concernant le Programme d'Appui à la Consolidation de l'Etat présentée en annexe, est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante:

- Annexe : Programme d'Appui à la Consolidation de l'Etat

⁵ Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, JO L 362 du 31.12.2012, p. 1.

⁶ JO L 210 du 6.8.2013, p. 1.

Article 2

Contribution financière

La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre de la mesure visée à l'article 1^{er} est fixée à 30 000 000 EUR et est financée sur le Fonds européen de développement.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modalités de mise en œuvre

Des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte peuvent être confiées à l'entité désignée dans l'annexe, sous réserve de la conclusion de la convention y afférente.

La section «Mise en œuvre» de l'annexe de la présente décision énonce les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n°1268/2012.

L'ordonnateur compétent peut attribuer des subventions sans appel à propositions conformément à l'article 190 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012.

Article 4

Modifications non substantielles

Les augmentations ou les diminutions n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article. L'ordonnateur compétent peut adopter ce type de modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 11.8.2015

Par la Commission
Neven Mimica
Membre de la Commission

